



Revue de presse



Lundi 19 Aout 2024



Travaux du 3e Sommet de la Voix du Sud : La plaidoirie de Laâziz Faïd



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a plaidé, lors de sa participation aux travaux du 3e Sommet de la Voix du Sud, pour une architecture financière internationale plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, a indiqué un communiqué du ministère.



Indicateur incontournable de la croissance : Le dinar est stable

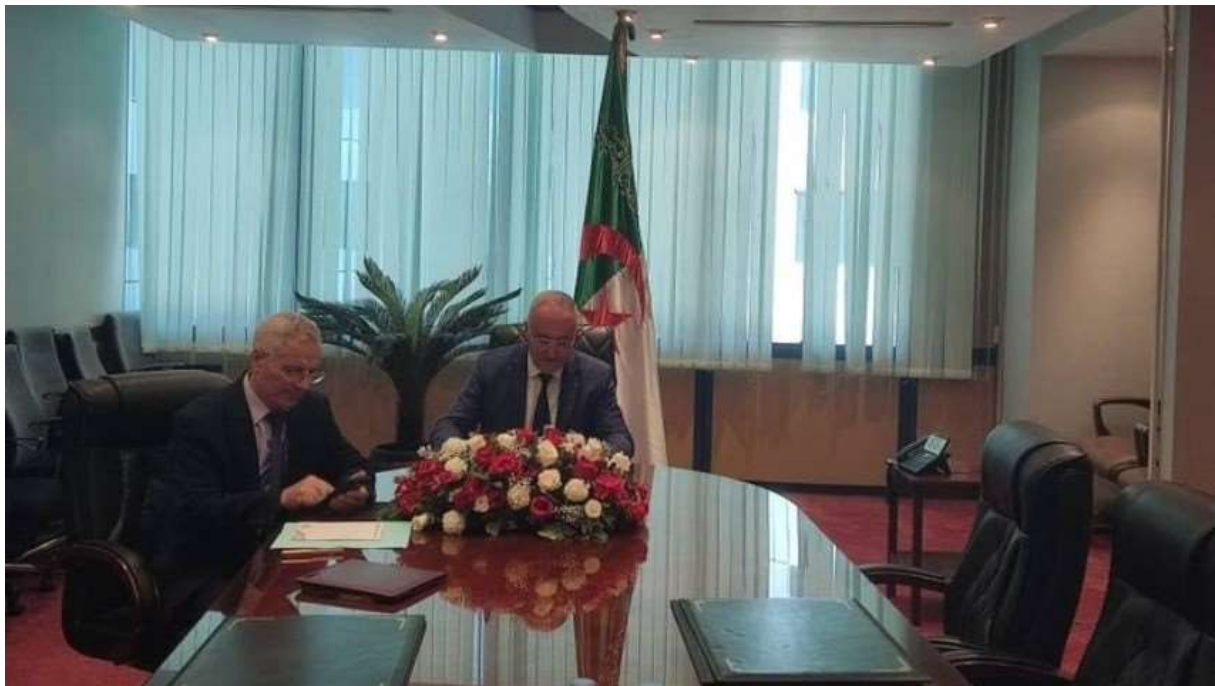
La question de l'appréciation du dinar est d'actualité. Selon le dernier rapport de la Banque d'Algérie(BA), l'amélioration de l'économie nationale a permis de dégager une marge de manœuvre pour une appréciation du dinar algérien par rapport aux monnaies des pays avec lesquels l'Algérie entretient des relations commerciales.

En dépit des tensions géopolitiques et de la fluctuation des cours sur le marché pétrolier international, les performances de l'économie algérienne restent globalement appréciables en termes d'équilibre de la balance des paiements et des revenus extérieurs.



[3e Sommet de la Voix du Sud Faïd défend la transparence](#)

L'action de l'Algérie se précise à travers le développement de plusieurs axes centraux...



Signifiant son implication et son engagement dans le développement de stratégies financières en adéquation avec les développements de la scène économique et financière internationale, l'Algérie confirme à travers ses actions de réformes profondes, et sa participation aux événements internationaux sa position de pays émergent.



[Les réserves en or sont estimées à 173,56 tonnes](#)

[L'Algérie en tête du classement des pays africains](#)

L'Algérie se positionne à la première place en Afrique. Le pays est également dans la cour des grands.

On en sait un peu plus sur les richesses dont regorge le sous-sol du pays. Nos réserves d'or arrivent en tête du classement du continent. Elles sont estimées à 173,56 tonnes. C'est ce qui

ressort du dernier rapport, du Conseil mondial de l'or (CMO). Un chiffre impressionnant qui confirme la première place de l'Algérie en Afrique. On dépasse de loin nos voisins dans le classement des réserves d'or.



[Le hasard n'existe pas](#)

Le taux de croissance de plus de 4% réalisé par l'Algérie et consolidé par le FMI et la Banque mondiale dans un contexte régional et international des plus délétères n'est pas né du hasard. Et n'est pas non plus par la seule rente pétrolière, dont le pays tire l'essentiel de ses recettes. Ce facteur a certes son importance dans les résultats financiers du pays, mais n'était-ce une gestion très judicieuse des finances et une vision volontariste en faveur des exportations hors hydrocarbures, on n'en serait pas aujourd'hui à parler aisément des réserves de change, des excédents commerciaux et autre hausse sensible du PIB.



[Sommet de la Voix du Sud: Faïd plaide pour une architecture financière adaptée aux spécificités des pays](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a plaidé samedi, lors de sa participation aux travaux du 3e Sommet de la Voix du Sud, pour une architecture financière internationale plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, indique un communiqué du ministère.



[Faïd au Sommet de la Voix du Sud : «Repenser les paradigmes de la finance mondiale»](#)

Le système financier mondial et la nécessité de le réformer s'est invité au 3e Sommet de la Voix du Sud qui s'est tenu en Inde. C'est à cette occasion que le ministre des Finances, Laaziz Faïd a souligné la nécessité de repenser les paradigmes traditionnels de la finance mondiale. L'objectif étant de la rendre plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités

des pays du Sud, lesquels se trouvent à un carrefour décisif face aux défis globaux du développement durable



Il est temps d'adopter l'intelligence économique dans le financement des banques !

Le système bancaire est important pour le développement économique. Il ne serait pas possible de réaliser des projets sans avoir recours au financement, ou aux crédits bancaires.

D'après le Conseiller bancaire international, Nabil Djomaa, « Le déséquilibre dans le travail des banques algériennes réside dans le financement d'investissements et de projets stratégiques. Le premier problème est la bureaucratie, parce que les procédures suivies dans les banques sont longues et complexes pour obtenir les approbations nécessaires des prêts. »



Prix du baril affiche 79,58 dollars

Le prix du pétrole sur le marché mondial affiche les dernières évaluations.

Le prix du Brent est de 79,58 dollars par baril, tandis que le West Texas Intermediaires, WTA, affiche 76,75 dollars par baril.



Taux de change officiel: L'Euro prend de la hauteur

A la Banque d'Algérie, les cotations commerciales de la monnaie nationale pour aujourd'hui, 18 août, indiquent que l'euro s'échange à 147.33 dinars algériens à l'achat et se vend à 147.36 dinars.

Au marché parallèle, la monnaie européenne voit son change d'achat atteindre 239.00 dinars et son taux de vente s'élève à 241.00 dinars.

Le Rédacteur

Sommet de la Voix du Sud: pour une architecture financière adaptée aux spécificités des pays

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a plaidé samedi, lors de sa participation aux travaux du 3ème Sommet de la Voix du Sud, pour une architecture financière internationale plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, indique un communiqué du ministère.

Lors de son intervention, par vidéoconférence, M. Faïd a relevé qu'il était « indispensable de réformer l'architecture financière internationale pour qu'elle soit plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, devenant ainsi, un véritable levier de transformation sociale et environnementale », précise la même source.



اعتبرها محركا حقيقيا للتحوّل الاجتماعي والبيئي.. فايد:

توجيه الموارد المالية لمكافحة الفقر وتقليص الفوارق بين الشمال والجنوب

دعا وزير المالية، لعزیز فايد، أول أمس، خلال مشاركته في أشغال القمة الثالثة لصوت دول الجنوب، إلى هندسة مالية دولية أكثر شمولا وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب، حسبما أفاد به بيان الوزارة.

أكد فايد في مداخلة خلال ندوة نظمت عن بعد، "أنه لا مناص من إصلاح الهندسة المالية الدولية لتكون أكثر شمولا وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب، التي أضحت محركا حقيقيا للتحوّل الاجتماعي والبيئي"، موضحا، في السياق، أن مالية عالمية قائمة على الأفراد، فضلا عن كونها هدفا نبيلًا تمثل ضرورة ملحة لتحقيق أهداف التنمية المستدامة وبناء مستقبل أفضل للجميع.



قمة صوت دول الجنوب فايد يدعو إلى هندسة مالية دولية موافقة لخصوصيات دول الجنوب

دعا وزير المالية، السيد لعزیز فايد، السبت، خلال مشاركته في أشغال القمة الثالثة لصوت دول الجنوب، إلى هندسة مالية دولية أكثر شمولاً وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب، بحسب بيان الوزارة.

في مداخلته خلال ندوة نظمت عن بعد، أكد السيد فايد "أنه لا مناص من إصلاح الهندسة المالية الدولية لتكون أكثر شمولاً وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب التي أضحت محركاً حقيقياً للتحوّل الاجتماعي والبيئي"، حسب ذات المصدر.

في السياق، أوضح الوزير أن "مالية عالمية قائمة على الأفراد، فضلاً عن أنها هدفاً نبيلاً فهي تمثل أيضاً ضرورة ملحة لتحقيق أهداف التنمية المستدامة وبناء مستقبل أفضل للجميع حيث لا مجال للتخلي عن أي فرد كان".



خلال قمة صوت دول الجنوب المنعقدة في الهند

وزير المالي يدعو إلى هندسة مالية توافق خصوصيات الدول

دعا وزير المالية، السيد لعزیز فايد، يوم السبت، خلال مشاركته في أشغال القمة الثالثة لصوت دول الجنوب، إلى هندسة مالية دولية أكثر شمولاً وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب.

وفي مداخلته خلال ندوة نظمت عن بعد، قال الوزير فايد "أنه لا مناص من إصلاح الهندسة المالية الدولية لتكون أكثر شمولاً وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب التي أضحت محركاً حقيقياً للتحوّل الاجتماعي والبيئي"، حسبما جاء في بيان وزارة المالية.



وزير المالية: إعادة التفكير في النماذج التقليدية للمالية العالمية

دعا وزير المالية لعزیز فايد خلال مشاركته في أشغال القمة الثالثة لصوت دول الجنوب. إلى هندسة مالية دولية أكثر شمولاً وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب.

وأكد وزير المالية في مداخلته خلال ندوة نظمت عن بعد، أنه لا مناص من إصلاح الهندسة المالية الدولية لتكون أكثر شمولاً وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب. التي أضحت محركاً حقيقياً للتحول الاجتماعي والبيئي. مضيفاً أن مالية عالمية قائمة على الأفراد، فضلاً عن كونها هدفاً نبيلاً فهي تمثل أيضاً ضرورة ملحة لتحقيق أهداف التنمية المستدامة. وبناء مستقبل أفضل للجميع حيث لا مجال للتخلي عن أي فرد كان. مشيراً إلى أن دول الجنوب تقف حالياً في مفترق طرق هام أمام التحديات الشاملة للتنمية المستدامة.

Sommet de la Voix du Sud

Faid plaide pour une architecture financière adaptée

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a plaidé samedi, lors de sa participation aux travaux du 3ème Sommet de la Voix du Sud, pour une architecture financière internationale plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, indique un communiqué du ministère. Lors de son intervention, par vidéoconférence, M. Faid a relevé qu'il était «indispensable de réformer l'architecture financière internationale pour qu'elle soit plus inclusive, transparente et adaptée aux spécificités des pays du Sud, devenant ainsi, un véritable levier de transformation sociale et environnementale», précise la même source. Dans ce sens, le ministre a souligné «qu'une finance mondiale centrée sur les personnes n'est pas seulement un objectif noble, mais c'est aussi une nécessité impérative pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) et pour construire un avenir meilleur pour tous, où personne n'est laissé pour compte». Il a, à cet égard, rappelé que «les pays du Sud se trouvent à un carrefour décisif face aux défis globaux du développement durable».

«Plus que jamais, il est devenu indispensable de repenser les paradigmes traditionnels de la finance mondiale, qui ont souvent privilégié une croissance économique déconnectée des réalités sociales et environnementales», a-t-il encore soutenu. Et d'ajouter: «Notre objectif doit être clair : replacer l'humain au coeur de toutes nos initiatives financières».

Pour cela, le ministre des Finances a affirmé «qu'il devient crucial de mobiliser des ressources non seulement suffisantes, mais aussi accessibles et équitables».

«Ces ressources doivent être orientées vers la lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités et la réponse aux urgences climatiques», a-t-il développé.

Sur un autre plan, M. Faid a souligné que l'accès aux technologies propres et durables demeure «une autre priorité pour les pays du Sud».

Pour y parvenir, il est essentiel, a-t-il insisté, de faciliter l'accès à des financements à faible coût pour les projets d'énergie renouvelable et d'innovation technologique locale.

Le ministre a, dans ce sens, appelé ses

homologues participant à ce sommet «à travailler collectivement pour bâtir un nouveau paradigme de développement international, fondé sur l'inclusion, l'équité et la solidarité, garantissant que les bénéfices du développement profitent à l'ensemble des populations des pays du Sud».

Placé sous le thème «Un Sud mondial habilité pour un avenir durable», les travaux du 3ème Sommet de la Voix du Sud, tenus en Inde, ont réuni une vingtaine de pays du Sud dans son segment réservé aux ministres des Finances, dédié à la problématique : «une finance mondiale par une approche centrée sur les personnes», selon le communiqué.

Cet événement a constitué une occasion pour «un partage des points de vue sur plusieurs thématiques en lien avec les défis posés par les fluctuations liées à la conjoncture mondiale, notamment celles liées à la dette dans les pays en développement, l'accès aux financements à faible coût, la réforme des banques multilatérales de développement et l'inclusion financière», ajoute la même source.

LES BANQUES PUBLIQUES SE DONNENT

Al Baraka et Al Salam continuent à dominer

Considérés comme un moyen d'attirer les liquidités thésaurisées et d'intégration des fonds circulant hors circuit bancaire, les produits de la finance islamique (FI) sont au cours de ces quatre dernières années de plus en plus commercialisés au niveau des banques. Ayant été auparavant l'apanage des banques dites islamiques en l'occurrence Al Baraka Bank (depuis 1991) et Al Salam Bank Algérie depuis 2009, ces produits sont actuellement proposés par les banques conventionnelles. Ces dernières annoncent régulièrement l'ouverture de guichets dédiés à la FI. La cadence s'est d'ailleurs accélérée notamment après les changements apportés sur le plan réglementaire.



Dossier réalisé par Samira Imadalou

L'envolement de l'actif de FI est, en effet, depuis 2020 régi par le règlement 20-02 du 15 mars 2020, définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique et les conditions de leur exercice par les banques et les établissements financiers. Ce qui a été suivi un mois plus tard par l'instruction 05-2020 du 2 avril 2020, définissant les produits relevant de la FI et fixant les modalités et les caractéristiques

techniques de leur mise en œuvre par les mêmes institutions financières. S'adaptant au changement et pour marquer leur ouverture à la FI, les banques ont mis en place une série de mesures liées entre autres à la commercialisation des produits de la FI via la création d'une structure dédiée à cet effet et par la mise en place d'un comité de contrôle, chargé pour l'élaboration des dossiers. Et ce, en plus des sessions de formation au profit des banques et la mise en œuvre de stratégies commerciales. La Banque Nationale d'Algérie (BNA) est la

première banque publique à s'être lancée dans ce créneau en date du 4 août 2020, en offrant des produits conformes à la charia à travers au niveau de ses agences. Et ce, avant d'ouvrir des agences. Les autres acteurs de scène bancaire (CPA, BEA, BADR...) ont également adopté la démarche. Une certaine concurrence s'est installée sans pour autant permettre à ces banques d'augmenter leur part sur ce créneau. Certes, les produits de la FI continuent à obtenir l'intérêt des acteurs bancaires représentant 60% de l'ensemble des nouveaux produits

ou services commercialisés en 2023, selon le dernier rapport de la BA, mais deux banques spécialisées Al Baraka et Al Salam se taillent la part de lion. Et ce, en attendant l'arrivée d'autres acteurs privés sachant que des banques étrangères ont demandé des autorisations pour investir dans ce créneau. En effet, selon la même source, en matière de produits de financement (six au total : Mourabaha, Moudaraba, Moutalabaka, Ijar, Ijtima et le Salam) sur un encours global de 48,5 milliards de dinars à fin 2023.

ÉGALEMENT LES MOYENS D'ÊTRE COMPÉTITIVES

le marché de la finance islamique

+16,4% par rapport à 2022 où l'encours s'est chiffré à 393,9 milliards de dinars), Al Baraka et Al Salam se sont occupés 366,5 milliards de dinars à, soit 79,9 % du volume total des produits de financement.

DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ

Avec, toujours selon la BA, un dépit d'une évolution remarquable à hauteur de 15,3 milliards de dinars entre 2022 et 2023 (-246,9 %), les banques publiques n'occupent qu'une part minime de 4,7 % dans l'encours total de cette catégorie de produits dans le système bancaire même si cette part est en hausse de 3% et de 1,1 % par rapport à 2022 et 2021.

La même tendance est à retenir pour les dépôts, «fil qui relie les années précédentes, ce sont les deux banques qui réalisent alors la finance islamique qui détient 69,4% du montant total des dépôts et affiche une somme de 471,8 milliards de dinars, indique la BA. Ainsi, si en 2023, l'encours des dépôts relevant de la FI a augmenté s'élevant à 480,1 milliards de dinars contre 554,8 milliards à fin 2022, et 444,7 milliards de dinars à fin 2021, l'évolution résulte principalement de la forte hausse de 65,8% des comptes de dépôts pour atteindre les 422,6 milliards de dinars à fin 2023 contre 254,8 milliards à fin 2022. La encore, la part détenue par les banques publiques dans l'encours total des dépôts est de 20,21% en hausse de 7,11% comparativement à l'année précédente (13,1%), tandis que celle détenue par les banques privées s'élevait à 79,79%.

Ces dernières totalisent un encours de dépôts de 542,6 milliards de dinars en 2023. Cela pour dire que les banques ont réussi à faire sur le plan marketing, «il va falloir développer l'attractivité de cette nouvelle offre par l'adoption de plans marketing stratégiques et opérationnels spécifiques mis en œuvre par les opérateurs. Sans négliger de leur part vis-à-vis de leurs clients, ces derniers ne seront pas capables de distinguer entre produits conventionnels et alternatifs», préconise à ce sujet le spécialiste en FI, Aouddine Ghalmoul. Et de poursuivre : «Pour que l'offre soit attractive, il faut nécessairement qu'elle soit compétitive, que ce soit en termes de coût ou d'innovation technologique, car la seule communication ne sera pas suffisante pour convaincre».

DÉPÔTS EN COMPTE D'INVESTISSEMENT EN RECUL

Concernant les dépôts en compte d'investissement, ils ont vu leur encours reculer de 14,2%, s'établissant à 257,5 milliards de dinars après avoir augmenté de 29,1% à la fin de l'année 2022. Des montants qui devaient être selon le cabinet d'audit et conseil Finabi intégré dans un fonds d'investissement islamique qui sont gérés dans la pratique par des experts en finance islamique et soumis à un comité de conformité Shari'a. Les revenus générés sont répartis selon des principes de justice et d'équité. Selon Finabi, ces fonds offrent aux investisseurs algériens une alternative diversifiée et favorisent une plus grande inclusion financière. De même qu'ils stimulent



PHOTO BA

l'innovation via financent des projets éthiques et innovants, d'autant qu'ils permettent selon la même source d'investir dans des projets socialement responsables, ils contribuent à un développement durable et équitable. «Le développement des fonds d'investissement islamique en Algérie pourrait jouer un rôle clé dans l'encouragement du passage financière, en offrant des solutions d'investissement alignées avec les principes éthiques et religieux tout en stimulant l'économie, estime à ce sujet l'Union de Finabi Sur un autre plan, concernant les sukuk (obligations islamiques), c'est-à-dire sans intérêt, du chemin reste à faire. Pour l'instant, seul ACOM invest,

la première PME, crée en Bourse en Algérie depuis 2018, a reçu le visa de la commission d'observations et de surveillance des opérations en Bourse (Cosob) pour le lancement d'un emprunt obligataire islamique, assorti à des valeurs d'investissement. L'opération vise à lever 200 millions de dinars sur une période de cinq ans. Ces fonds seront destinés à financer le plan de développement du groupe, notamment au filiale ACOM Industry, spécialisée dans la production agroalimentaire. Les titres émis offriront une rémunération variable comprise entre 7 et 10%, indexée sur les résultats de la société.

Indices

■ Les débuts de la finance islamique, remontent au début des années 1960. La croissance s'est poursuivie au fil des ans, pour s'accroître ces deux dernières décennies et atteindre un taux de 619% en 26 ans entre 2006 et 2022 avec des actifs qui sont passés de 462 milliards de dollars en 2006 à plus de 3250 milliards de dollars. Le secteur bancaire islamique avec 2249,2 d'actifs représente 69,3% du secteur alors que le segment du marché des sukuk représente 25,4% du secteur avec 849,7 milliards de dollars d'encours.

■ Au total, 47 pays ont élaboré des réglementations spécifiques sur la finance islamique. Selon le marché financier islamique international (IFM) dans son rapport annuel 2023 qu'en 2022, le marché des sukuk est resté solide avec un total de 182,7 milliards de dollars d'émissions dans le monde avec un marché concentré notamment en Malaisie, Indonésie, les pays du Conseil de coopération du Golfe et la Turquie.

■ Le secteur des fonds islamiques a enregistré une croissance de 34% pour atteindre 1903 fonds et 238 milliards de dollars d'actifs sous gestion en 2021. 335 est le nombre d'institutions Takaful, y compris les fondes takaful (Grassroots Islamic) et Takaful d'opérateurs conventionnels offrent leurs produits au moins 47 pays, principalement dans les régions du Golfe, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et de l'Asie du Sud-Est. Le dynamisme de la formation en finance islamique



MOSTEFA ZEROUALI. Expert financier

«Le marché algérien de la finance islamique,

Propos recueillis par Samira Imadalous

Quelle lecture faites-vous des derniers chiffres de la Banque d'Algérie concernant le développement de la finance islamique en Algérie ?

Le dernier rapport de la banque d'Algérie sur les indicateurs et les agrégats économiques, commerciaux, financiers et bancaires arrêtés au 31.12.2023, fournit une image assez précise des activités et des performances de système bancaire national, dont les principaux indicateurs de performance de la finance islamique.

A ce titre, il est nécessaire de rappeler que plusieurs arrangements fiscaux et textes réglementaires portant sur le traitement fiscal des produits et services de la finance islamique ont été promulgués et/ou modifiés en 2022 et en 2023. Ce qui est un élément important à prendre en considération dans l'analyse des résultats du secteur du banking et de la finance islamique.

Aussi, il me paraît pertinent d'indiquer que toutes les banques publiques sont en plein mise en place de procédures et de mécanismes organiques et réglementaires de pilotage des activités de la finance islamique.

- Séparation des comptabilités (juridiques et IT)

- Séparation des ressources et des emplois (Capitalité et réglementaires)

- Construction des mécanismes de refinancement adaptés (plusieurs pistes de réflexion)

- Mise en place des comités Charquières et leur mise en conformité aux textes réglementaires.

- Construction ou acquisition de solutions SEIT

adaptées.

Depuis de plusieurs dossiers d'agrément de produit et services bancaires auprès de la Banque d'Algérie.

Malgré ces multiples initiatives lancées, notamment pour les nouveaux arrivés sur le marché des finances islamiques, les principaux indicateurs de cette activité affichent des niveaux d'évolution positifs et dépassent ceux de la finance traditionnelle à la fois en ressources, en emplois, en innovations, en services de rendement et en coûts des risques. Ceci dénote de l'intérêt que les consommateurs portent à cette forme de finance et de l'attachement de nombreux consommateurs aux valeurs éthiques véhiculées et promues par la finance islamique.

Il y a lieu de noter que les banques islamiques Al Baraka Bank et Al Salam Bank continuent à dominer le marché des financements et des emplois, malgré les pertes significatives réalisées par les guichets dédiés par les banques traditionnelles sur le volet de la collecte des ressources, notamment les guichets des banques publiques.

Comparativement à d'autres pays de la région, où en est l'Algérie ?

L'Algérie n'apparaît toujours pas dans le top 5 des pays les plus performants dans l'activité de finance islamique, ni en valeur des actifs sous gestion, ni en volume des flux nets, ni en valeur des revenus générés ni en attractivité pour les capitaux internationaux issus de la finance islamique. Cependant, ceci est une constatation issue à fait logique de plusieurs facteurs objectifs.

Le cadre réglementaire, notamment fiscal, a évolué que récemment pour s'aligner sur les Best Practices en la matière.

Le cadre institutionnel des Sukuk n'a pas

encore dit son dernier mot ni affiché son potentiel.

La faible internalisation des ressources et des emplois de cette activité et son confinement aux activités et aux efforts domestiques.

L'intérêt de la finance publique aux solutions proposées par la finance islamique n'est pas encore espéré de façon franche.

Les finches et les Startups locales, régionales et internationales ne s'intéressent pas encore à la finance islamique en Algérie.

Cependant, à mon avis, le marché algérien de la finance demeure l'un des marchés les plus prometteurs au monde, après celui de l'Arabie Saoudite, de la Malaisie et celui de l'Égypte, pour ces mêmes raisons susmentionnées, en terme d'opportunités de dynamique et de source de rendement.

Qu'en est-il de votre avis de l'engagement pour les produits de la finance islamique ?

Les consommateurs sont à la recherche de produits d'abord et fondamentalement conforme à leurs convictions. Ensuite, ils sont à la recherche de produits et services adaptés à leurs besoins réels et accessibles de façon simple et pragmatique. Enfin, ils sont à la recherche de produits et services à des coûts supportables et modérés.

Aujourd'hui, sur les 12 nouveaux produits agréés par la Banque d'Algérie en 2023, selon ce rapport, 7 sont des produits et services innovants et créés par la finance islamique. Donc, la dynamique d'innovation et de création des produits et services en fonction des besoins et des attentes des clients est là. Les efforts de déploiement de solutions IT, SI spécifiques et de mise en place de mécanismes de refinancement adaptés vont encore améliorer les capacités des guichets des banques publiques à proposer des produits et services meilleurs.

l'un des plus prometteurs au monde»

Aussi, les synergies et les articulations réglementaires et procédurales vont améliorer l'efficacité et l'efficience des solutions proposées par cette finance. Ceci permettra aux guichets et aux banques concernées de mieux maîtriser les coûts et les frais de leurs produits et de leurs prestations.

D'un autre côté, il est nécessaire de noter que les produits et services liés aux cycles d'exploitation, aux opérations purement commerciales et à la consommation dominent les portefeuilles des banques et guichets islamiques. Les investissements et le financement du haut du bilan des entreprises est toujours le grand héritier de cette finance, de part justement la nature de leurs ressources. Cependant, à mon avis, les finalités des opérations de construction de l'écosystème et le déploiement par les guichets des banques publiques de leurs gammes de produits de financement va inévitablement améliorer le niveau de financement des investissements et du haut de bilan des entreprises (Moucharakat et Moudarabat).

Quels sont les produits les plus utilisés et qu'en est-il de l'inclusion des Sukuk ?

D'après les statistiques délivrées par les services de la Banque d'Algérie, arrêtées à fin 2023, comme je l'ai fait remarquer dans ma réponse précédente, les produits des opérations purement commerciales, liés au cycle commercial de l'entreprise ou à la consommation des ménages constituent l'essentiel des produits distribués et acquis par les consommateurs et les clients de la finance islamique. Même si les opérations IJARA (locations-vente ou leasing islamique)

représentent une part importante dans les portefeuilles des banques et des guichets de la finance islamique en 2023 (avec 160 Md\$ sur 458 Md\$ DZD), les opérations Moudaraba, essentiellement commerciale et Salam, essentiellement sur les stocks et le trade continuent les deux produits fondamentaux que cette finance commercialise en 2023 avec 327 Md\$ DZD d'encours sur un total de 438 Md\$ DZD. Ceci dit, il est nécessaire de rappeler la prédominance des banques privées, notamment pour la collecte des ressources (60% des ressources) malgré les périodes réalisées par les guichets des banques publiques (20% des ressources en 2023 contre 13% en 2022).

Je tiens juste à faire remarquer que les banques publiques n'ont pas encore déployé totalement leur processus de financements islamique, ce qui explique leur faible part de marché en matière d'engagements et d'emplois (5% de parts de marchés contre 95% pour les banques privées).

Quant aux Sukuk, je précise que les pouvoirs publics travaillent sur des textes juridiques et une adaptation fiscale pour compléter le cadre de régulation des Sukuk et supprimer tout les freins qui pourraient entraver ou constituer des blocages significatifs à l'émergence de cette industrie. Par ailleurs, à mon avis, les Sukuk portent sur des participations dans des opérations d'investissement et de financement du haut du bilan dont le niveau des risques est élevé.

Donc, il me paraît plus judicieux de commencer par des émissions de Sukuk souverains et institutionnels de préférence en mobilisant des ressources internationales et en devises. Ensuite, je recommande de passer aux Sukuk des enti-

tés financières et des banques islamiques et enfin les élargir, en dernier, aux opérations de levées de fonds via la bourse en faveur des entreprises économiques publiques prévues et en faveur des Startups.

Quel est l'utilisation de ces ressources ?

Effectivement, vous avez bien fait d'évoquer la fait marquant de 2023 pour ces statistiques financières par les banques d'Algérie concernant l'industrie des finances islamiques. L'activité de guichets de finances islamiques des banques publiques attire des ressources financières importantes qu'elle n'emploie pas de façon optimale pour diverses raisons. Je vais essayer ici d'apporter les explications à l'origine de cette situation et les solutions possibles pour que la situation s'améliore rapidement mais sans prise de risques démesurés.

Les contraintes procédurales et les exigences réglementaires et éthiques imposent aux guichets de finances islamiques de mettre en place des processus de comptabilité, de gestion et d'affectation des ressources des finances islamiques séparés et indépendants des activités de ma finance traditionnelle. Ces contraintes imposent également la désignation de comités Charquières internes et le passage par des visas postérieurs délivrés par l'Autorité Charquière Nationale pour tout les produits mis sur le marché. Ceci a fait apparaître des contraintes exigées et indépendants de la volonté de ces guichets et que les autorités doivent prendre en charge. Aussi, l'acquisition et la mise en place d'outils comptables, informatiques et des ressources humaines qualifiées nécessitent beaucoup de temps. Donc, l'émergence de produits et de services de finan-

ciement et d'engagements à l'égard de l'encadrement pour toutes ces raisons, malgré le succès impressionnant de la collecte des ressources.

Personnellement, pour parer à cette situation et apporter une solution radicale mais commerciale et adaptée, il est peut-être temps de réfléchir à :

- 1- Créer des circuits de prise de décision spécifiques et indépendants des circuits de la banque traditionnelle et aux services de financement et d'engagement dédiés entièrement aux guichets aux leurs propres politiques des risques.
- 2- Filialiser entièrement ces guichets pour en faire de véritables personnes juridiques complètes indépendantes des banques qui les ont créés.
- 3- Créer une seule Banque Islamique Nationale publique vers laquelle ces ressources seront transférées et qui sera chargée de développer l'industrie des finances islamiques et de conseiller l'état et l'accompagner dans sa stratégie d'inclusion financière et de développement des Sukuk.
- 4- Mettre en place rapidement des mécanismes de refinancement des produits et instruments financiers des investissements et du financement islamiques de haut du bilan ainsi que le financement des startups.
- 5- Modifier quelques textes réglementaires relatifs aux gammes réglementaires et exigées dans les opérations de crédits en prenant en considération la nature réelle des actifs de la finance islamique dans les règles prudentielles et les textes juridiques des garanties.

S.I

TEBBOUNE À PARTIR DE CONSTANTINE :

«Le prochain mandat sera économique»

Depuis Constantine où il a animé son premier meeting de campagne, le candidat Tebboune a, tour à tour, fait un bilan de son premier mandat et évoqué les contours de celui qu'il brigue. Face à une assistance qui lui était acquise, il a affirmé que «le prochain mandat ne sera pas politique, mais économique».

Pour sa première sortie sur le terrain depuis le lancement de la campagne électorale, le candidat Abdelmadjid Tebboune a choisi Constantine. En faisant son entrée dans la salle Salah-Bey de Constantine qui a accueilli des sympathisants des 18 wilayas de l'est du pays, Tebboune n'a pas caché son émotion de se trouver à «Constantine l'éternelle» et «faiseuse d'histoire». Il était 15 h 30 lorsqu'il a entamé son discours sous les applaudissements et les slogans de «Tebboune Président», en faisant un bilan de son premier mandat et en rappelant comment ce dernier avait été difficile, freiné dès son début par

2019, l'Algérie était au bord du précipice, avec une prédominance du discours défaitiste et où, dit-il, les plus pauvres s'appauvrirent et les plus riches s'enrichissaient, sans oublier la corruption généralisée avec l'argent du peuple qui était pillé. Tebboune a rappelé le pessimisme généralisé et les pronostics qui évoquaient tous un endettement inévitable.

Le temps ne leur a pas donné raison, dit-il, puisque le pays a résisté et personne ne lui doit rien aujourd'hui. Mieux encore, affirme Tebboune, en Méditerranée, y compris dans les pays européens, aucun pays n'a atteint les 4,2% de taux de crois-



De notre envoyée spéciale à Constantine, Nawal Imès

de-il, ajoutant que parmi les projets qui seront concrétisés, la révision des codes communal et de wilaya, la construction de 2 millions de logements tous types confondus. Autre engagement : finaliser ce qui a été fait jusque-là en continuant à plafonner les prix, en renforçant le pouvoir d'achat, en luttant contre l'inflation, en généralisant la numérisation et en poursuivant à garantir notre autosuffisance en blé dur et en orge. A l'international, le candidat Tebboune a rappelé son attachement aux causes toujours défendues, à savoir le Sahara occidental ou encore celle palestinienne, affirmant que si les frontières entre l'Egypte et Gaza étaient ouvertes, l'Algérie pourrait faire beaucoup et l'armée pourrait alors y construire 20 hôpitaux et des centaines de

dat, rappelant qu'il était le premier candidat à n'avoir non pas fait des promesses électorales mais écrit noir sur blanc 54 engagements qu'il s'est attelé, dit-il, à concrétiser y compris en matière d'achat, la suppression des impôts sur les plus bas salaires avant d'entamer l'augmentation des salaires qui a atteint les 47 % et cela va se poursuivre, dit-il. Tebboune évoque également la mise sous protection des investisseurs intègres, la lutte contre les nombreux fléaux sociaux.

Aujourd'hui, se réjouit-il, l'Algérie est arrivée à faire

démentir les plus pessimistes et a retrouvé sa place parmi les nations et l'hymne national a retenti à Paris. Face aux nombreuses sollicitations des présents dans la salle qui évo-

«C'est une parole d'honneur», dit-il, ajoutant que parmi les projets qui seront concrétisés, la révision des codes communal et de wilaya...

quaient des problèmes de développement local, le candidat a assuré que s'il est élu, lors du prochain mandat, aucune wilaya ne restera en retrait.

C'est une parole d'honneur,

médecins y seraient envoyés. Pour Tebboune, le rôle stabilisateur de l'Algérie est reconnu par toutes les institutions internationales.

N. I.

Il était 15 h 30 lorsqu'il a entamé son discours sous les applaudissements et les slogans de «Tebboune Président», en faisant un bilan de son premier mandat...

la pandémie de Covid mais également par le legs des années précédentes. Face à une assistance qui lui était acquise, Tebboune a rappelé comment an-

sance que l'Algérie a réalisé. Au cours de son discours, le candidat Tebboune a également dressé un bilan des réalisations faites durant son premier man-

باعتبارها محركا للتحوّل الاجتماعي والبيئي

فايد يشدد على إعادة الهندسة المالية لدول الجنوب

دعا وزير المالية، لعزیز فايد، خلال مشاركته في أشغال القمة الثالثة لصوت دول الجنوب، إلى هندسة مالية دولية أكثر شمولاً وشفافية وموافقة لخصوصيات دول الجنوب، وقال إنه توجه لا مفاصل منه للتكيف مع مميزات هذه البلدان "التي أضحت محركاً حقيقياً للتحوّل الاجتماعي والبيئي".

نظراءه المشاركين في هذه القمة إلى "العمل الجماعي لبناء نموذج جديد للتنمية الدولية، حيث يكون قائماً على الشمول والعدالة والتضامن، من أجل ضمان استفادة جميع شعوب دول الجنوب من مزايا التنمية".

وجاء في بيان وزارة المالية أن أشغال القمة الثالثة لصوت دول الجنوب المنعقدة بالهند تحت شعار "تمكين الجنوب العالمي من أجل مستقبل مستدام"، جمعت نحو عشرين بلداً من دول الجنوب في قسمها الخاص بوزراء المالية، المكرس لإشكالية: "مالية عالمية من خلال مقاربة تركز على الأفراد".

وأضاف البيان "إن هذا الحدث شكل فرصة لتقاسم وجهات النظر حول العديد من المواضيع المتعلقة بالتحديات التي تفرضها التحولات المترتبة عن الظرف العالمي، لا سيما تلك المتعلقة بالمدىونية في الدول النامية والاستفادة من التمويلات المنخفضة التكلفة وأصلاح البنوك المتعددة الأطراف للتنمية والشمول المالي".



سعيد بشار

● في مداخلة خلال ندوة نظمت عن بعد، أوضح الوزير أن "الهندسة المالية العالمية قائمة على الأفراد، فضلاً عن كونها هدفاً نبيلاً فهي تمثل أيضاً ضرورة ملحة لتحقيق أهداف التنمية المستدامة وبناء مستقبل أفضل للجميع، حيث لا مجال للتخلي عن أي فرد كان".

وذكر فايد، حسب ما جاء في بيان الوزارة، أن "دول الجنوب تقف حالياً في مفترق طرق هام أمام التحديات الشاملة للتنمية المستدامة"، واسترسل قائلاً إنه "أكثر من أي وقت مضى، بات من الضروري إعادة التفكير في النماذج التقليدية للمالية العالمية التي غالباً ما تحيد تنمية اقتصادية في معزل عن الحقائق الاجتماعية والبيئية".

وشدد الوزير على ضرورة تحديد الهدف بوضوح، من خلال وضع العنصر البشري في صلب كل مبادرتنا المالية، وبالتالي العمل بشكل حتمي على تعبئة موارد ليس بطريقة كافية، بل أيضاً

أخرى بالنسبة لدول الجنوب"، ولتحقيق ذلك، أشار إلى أنه من الضروري تسهيل الوصول إلى تمويلات منخفضة التكلفة من أجل مشاريع الطاقة المتجددة والابتكار التكنولوجي المحلي، وفي ذات الإطار، دعا الوزير

"متاحة وعادلة" ويجب توجيه هذه الموارد نحو مكافحة الفقر وتقليص الفوارق والاستجابة للحالات المناخية المستعجلة". على صعيد آخر، أكد فايد على أن الاستفادة من التكنولوجيات النظيفة والمستدامة يبقى أولوية



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger